1648, février 6. — Le Consulat accorde aux recteurs de l'aumône générale de la ville la somme de 50 livres tournois, en remboursement de celle qu'ils ont distribuée aux maçons, charpentiers et autres personnes qui ont travaillé pour remédier à l'incendie qui, quelques jours avant, est survenu dans la chapelle de Sainte-Catherine et la maison joignant, sise rue de la Fontaine Saint-Marcel, appartenant à la dite aumône générale. Un autre mandement a été arrêté pour payer les seilles qu'on avait prises chez des tourneurs de la ville pour servir à porter de l'eau, afin d'éteindre le feu. Cet incendie étendit ses ravages chez les Carmes, car il résulte d'un mandement du 3 mars suivant, que le Consulat accorda au sieur Lebeau, lieutenant de la compagnie des Arquebusiers de la ville de Lyon 170 livres tournois, pour être distribuées aux soldats de la compagnie qui ont été occupés, tant pour remédier aux incendies arrivés au couvent des Carmes et en la chapelle Sainte-Catherine, que pour quelques autres occasions où ils ont été employés par l'ordre du Consulat, et ce à raison de 10 sols par jour pour chaque soldat, ainsi qu'on a accoutumé de leur faire payer, lorsqu'ils sont extraordinairement employés pour les affaires de la ville. *A. C. BB, 202.*— L'idée de faire appel au dévouement des troupes en cas d'incendie ne date donc pas de nos jours; seulement elle n'a été remise en pratique que depuis quelques années. L'ancien règlement sur le service des places, du 1^{er} mars 1768, presque complètement tombé en désuétude, contenait pourtant de très sages dispositions, mais elles avaient partagé le sort des prescriptions surannées, comme par exemple celles qui enjoignaient aux membres des conseils de guerre de ne monter sur leurs sièges qu'à jeun et après avoir communiqué; double précaution jugée alors nécessaire pour obtenir bonne et prompte justice. Le